

# RÉSISTANCE

*De la résistance à la Révolution*

Novembre 2010. Edité par le Comité NPA d'Anglet N° 11



## Une lame de fond

**E**lle combat la contre réforme des retraites, mais vient de loin. Depuis des années, les attaques contre le monde du travail vont en augmentant ; chômage, précarité, salaires et revenus de misère sont le lot d'une partie toujours plus importante de la population. La crise, leur crise, celle du capitalisme, a encore aggravé cette situation ; tous les états n'ont eu de cesse d'aider les banques et les secteurs les plus en difficulté comme l'automobile. Le gouvernement français (comme les autres) leur a cédé, prêté ou garanti des milliards d'euros, aggravant la « dette publique » et puisant pour les remboursements...dans nos poches. La contre réforme Woerth participe à cette entreprise de racket des classes populaires ; son objectif réel, faire baisser les pensions, vient s'ajouter à toutes les autres attaques ; l'ensemble a pour but de nous saigner toujours plus afin de maintenir les profits des grandes entreprises et de leurs actionnaires (les résultats de Total pour le troisième trimestre viennent de tomber ; les bénéfices explosent pour atteindre 2,5 milliards

d'euros, en hausse de 35% sur un an ; les actionnaires seront choyés, pas les grévistes : aucun jour de grève ne sera payé). Cette contre réforme a fait déborder le vase. La révolte, intergénérationnelle et interprofessionnelle, a pris des formes diversifiées, originales, combinant grèves, manifestations importantes et répétées, actions multiples. Sa force est d'avoir pu s'étendre en un mouvement social profond malgré l'échec à ce jour de la généralisation de la grève, qui a touché de façon importante uniquement quelques secteurs comme les Raffineries, les grands ports, la SNCF... A l'heure où nous écrivons, à quelques jours de la manifestation du 6 novembre, la tendance est à la reprise mais des foyers de grève subsistent, comme des actions de blocage menées à partir d'AG interpro. Quelle que soit l'issue, que le mouvement obtienne le retrait de ce projet scélérat ou non, la lame de fond de nos résistances et de nos luttes est bien là et continuera à avancer, plus forte avec l'expérience acquise ; elle fera reculer d'autant plus Medef et gouvernement.

<http://comite-anglet-npa.blogspot.com>  
contact: [capnpa@orange.fr](mailto:capnpa@orange.fr) /06 11 52 01 75



# LES DIRECTIONS SYNDICALES ET LA GAUCHE FACE AU MOUVEMENT

**L**es journées d'action espacées et sans lendemain organisées par l'Intersyndicale avaient, l'an dernier, épuisé les potentialités de lutte exprimées lors des fortes mobilisations du printemps 2009. Il semblait que le même scénario allait se répéter cette année ; après le 27 mai et le 24 juin, l'Intersyndicale annonçait une nouvelle journée de grève le 7 septembre, sans plan de mobilisation pour faire monter la pression, simplement une journée supplémentaire. Or la montée de la mobilisation a été telle que l'Intersyndicale a dû prévoir des suites rapides. Il y eut le 23 septembre, puis le 2, le 12, le 16, le 19 octobre, avec toujours plus de manifestant-e-s. Ce n'est que le jeudi 28 octobre que le nombre a décliné, pour rester cependant à un niveau très élevé (2 millions sur l'hexagone, 12 500 à Bayonne) surtout si l'on prend en compte la période des vacances et l'intense propagande gouvernementale relayée par la TV annonçant avant l'heure la fin du mouvement.

Ce mouvement s'est développé de façon remarquable, soutenu par la population (71% d'opinions favorables, du jamais vu). Sarkozy et son gouvernement sont restés « droits dans leurs bottes », traitant avec mépris non seulement les manifestations, mais aussi les syndicats, refusant même la négociation, revendication principale de l'Intersyndicale (divisée sur les objectifs et alignée sur le plus petit dénominateur commun). Ces deux facteurs expliquent pour une bonne part que l'Intersyndicale ait dû appeler à des journées d'action rapprochées, sous peine d'être déconsidérée. Mais, malgré les pressions d'une partie de leur base, les grandes confédérés ont sciemment évité l'extension de la grève, la préparation d'une grève générale sur un mot d'ordre clair « le retrait total », pourtant seul moyen pour faire reculer Sarkozy. Certes, cela ne se décrète pas d'en haut, certes ce sont les salarié-e-s dans les AG d'entreprises qui décident ; mais lorsque les cheminots ont reconduit leur grève, avec les raffineries et les ports principaux bloqués, un appel clair de l'Intersyndicale ou même de ses composantes les moins tièdes, aurait été d'un grand soutien aux militant-e-s et/ou sections syndicales des entreprises (du public ou du privé) qui tentaient de faire voter la reconduction.

Face à l'intransigeance de Sarkozy, on entend dire, y compris par certains dirigeants syndicaux : « c'est dans les urnes que se régleront les comptes » ; les urnes, c'est à dire les élections de 2012, c'est à dire qu'il faudrait attendre une éventuelle victoire du PS et de ses alliés. Déjà, souvenons-nous que le gouvernement Jospin (1997-2002) n'a pas abrogé la scélérate réforme Balladur qui a allongé les 37,5 annuités



à 40 pour le privé. Mais il suffit d'avoir écouté Martine Aubry à la TV il y a quelques jours pour savoir qu'il n'y a rien à attendre du PS. Le 14 octobre sur France2, elle a avalisé l'allongement de la durée de cotisation (41,5 annuités en 2020) prévu par la loi Fillon de 2003, et déclaré : « nous reviendrons aux 60 ans pour ceux qui ont travaillé tôt et qui ont fait des travaux pénibles ». Autrement dit, le PS laissera à peu près intacte la loi Woerth. Et ne parlons pas de l'abrogation pourtant nécessaire des lois Balladur et Fillon ! Quant au PC et au Parti de gauche, déjà rivés sur les prochaines élections, ils restent malgré des déclarations radicales dans l'orbite du PS ; et dans le mouvement, ils collent à la stratégie des directions syndicales même si certains de leurs militants sont actifs et déterminés.

Sur les retraites comme sur d'autres points, face à un gouvernement de droite ou un gouvernement de gauche, ne comptons que sur nos luttes pour gagner !

D'ailleurs, c'est à la fois à partir des puissantes manifestations et d'équipes militantes faisant vivre des AG interpros de grévistes, jeunes, chômeuses, retraité-e-s... qu'a pu se développer l'un des mouvements sociaux les plus importants de ces dernières décennies. Il porte déjà en lui des enseignements nécessaires pour les luttes à venir :

- **Se réapproprier les grands syndicats pour qu'ils redeviennent des outils au service des travailleurs.** Il faut citer l'Intersyndicale CGT-CFDT-Solidaires-FSU de l'agglomération havraise qui a soutenu l'AG interpro et ses actions et « a demandé à l'Intersyndicale nationale d'inviter lors de sa réunion du 4 novembre des délégations représentatives des AG de grévistes et de la base mobilisée dans les villes, afin de porter des propositions d'actions à mettre en place et un calendrier de mobilisation jusqu'au retrait de la loi » ; un exemple à suivre !

- **Multiplier les assemblées générales souveraines, où toutes les décisions sont prises collectivement et démocratiquement, en interpro dès que possible pour informer et diffuser la grève, pour des actions de blocage de l'économie, acquis de ce mois d'octobre 2010 !** ★







# UN MOUVEMENT QUI COMPTERA, AU PAYS BASQUE COMME AILLEURS

**L'**Assemblée Générale Interpro, dite aussi AG des grévistes (auxquelles il faut ajouter jeunes, chômeurs-euses, retraité-e-s...) a été sur Bayonne l'une des structures marquantes de la mobilisation retraites. Elle s'est réunie régulièrement depuis le 12 octobre, parfois même deux fois par jour.

Il est intéressant de revoir l'historique de cette AG, inédite dans son origine et son fonctionnement. Si l'on se réfère aux mouvements de grève importants de ces dernières années (1995 et 2003 essentiellement), les assemblées générales interpro émanaient alors de l'Intersyndicale qui de fait les dirigeait. Ce fut cette fois différent puisque c'est le collectif Oldartu qui prit l'initiative d'appeler à une telle AG après chacune des journées d'action du 7 et du 23 septembre « afin de débattre et décider ensemble de la suite du mouvement jusqu'au retrait du projet ». De telles AG interpro sont indispensables, et devraient être systématiques dès lors qu'une phase de lutte prolongée est en cours, ce qui est le cas avec la contre-réforme des retraites. Il est du ressort des syndicats d'y inviter ; mais vu le refus actuel que les plus importants d'en-



A titre d'illustration, le tract distribué ces derniers jours  
**LA LUTTE ET LA GREVE...jusqu'au RETRAIT !**

Le Parlement peut voter, Sarkozy peut bien promulguer la loi, les décrets peuvent sortir, mais nous, on continue...jusqu'au retrait total! Comme pour le CPE en 2006, nous les ferons reculer !

Maintenons la pression ! Par la grève et les blocages, paralysons l'économie pour faire capituler le Medef et Sarkozy !

Nous envisageons localement des actions pendant cette semaine \*. Téléphoner au 06 43 95 42 96 pour y participer.

Les manifestations du 28 octobre ont montré que la mobilisation reste forte.

Samedi 6 novembre, manifestons à nouveau massivement, à Bayonne comme ailleurs !

Toutes et tous ensemble, jeunes, salarié-e-s, précaires, chômeurs-euses,, retraité-e-s... nous sommes une force gigantesque. En généralisant et en faisant converger nos grèves et nos luttes, nous gagnerons !

**\*AG mardi 9 novembre à 18h à la Bourse du Travail de Bayonne  
à 20h30 à la salle Verte de la mairie de Saint Palais**

**AG des grévistes - Collectif Oldartu - Collectif Retraites Pays basque**  
Infos luttes: tel 06 43 95 42 96 et <http://greveen-paysbasque.net>

tre eux (donc l'Intersyndicale) y opposent localement, Oldartu en a pris la responsabilité.

Rappelons qu'Oldartu-Lutter ensemble, Pour la Convergence des Luttés, est un collectif d'organisations (Action consommation Pays Basque, ATTAC, Collectif féministe contre les violences sexistes, Comité d'action Soule, Ikasi eta Irauli-Jeune Réagis!, Segi, CNT, ELB, LAB, Solidaires, AB, Batasuna, NPA) et de personnes, né il y a deux ans, qui intervient au niveau local sur les luttes du monde du travail et sur des questions comme la gratuité des transports publics, le refus des prélèvements ADN...C'est donc tout naturel-





lement qu'Oldartu s'est engagé sur les retraites, en fait bien avant septembre, dès les premières manifestations de mai et juin, avançant la nécessité de préparer une riposte unitaire et de masse, une grève générale avec pour objectif le retrait, mais aussi le retour aux 37,5 annuités pour toutes et tous...

Le nombre de participant-e-s comme la nature des débats montrèrent que ces AG répondaient à une attente et un besoin dans la lutte. Lors de la grande journée de mobilisation du 12 octobre, le collectif Retraites Retraites Pays Basque se joignit à l'AG appelée après la manifestation. Dès lors, c'est de façon unitaire, sous le mot d'ordre fédérateur "La grève et la lutte...jusqu'au retrait" que l'AG des grévistes, le collectif Oldartu et le collectif retraites Pays Basque constituèrent un pôle dans les manifestations, intervinrent dans le mouvement, non seulement par tracts distribués de façon massive (entreprises, grandes surfaces...), mais aussi par des actions de blocage (des camions à Bariatou, de la zone portuaire, de l'aéroport, opération escargot sur l'A63...), d'occupation (CRAMA, sous préfecture, CCI, mairie de Biarritz...) et de dénonciation, comme les agences AXA (vendent les fonds de pensions, plans de retraites par capitalisation, du

groupe Malakoff Médéric, dirigé par Guillaume Sarkozy, ancien président du Medef et frère de Nicolas).

Dans le Pays basque comme ailleurs, un mouvement social original a pris forme. La généralisation de la grève n'a pas eu lieu (les grandes confédérations n'en voulaient pas et le poids de la crise sur les salarié-e-s ne facilite pas les choses); les voies de la lutte et de la résistance ont emprunté des canaux parallèles, pour développer le mouvement et étendre les grèves. Octobre 2010 aura marqué l'émergence d'actions de tous types destinées à bloquer l'économie, rassemblant jeunes et moins jeunes, salarié-e-s de tous horizons, chômeurEs...recouvrant grandes, moyennes, petites villes (ainsi dans le Pays Basque des collectifs sont nés à Cambo, Hasparren, Garazi, Saint Palais...), avec les syndicats ou sans, comme à Bayonne où le secrétaire de l'UL CGT a clairement refusé tout travail en commun. N'empêche, l'unité par en bas s'est faite et elle a de beaux jours devant elle! Ces actions ne sont pas alternati-

les actions à venir; les listes mails mises en place permettent aussi des échanges efficaces et rapides. Un télé-



phone de lutte est entré en fonction, mis à jour au fil des interventions.

A cette heure, le mouvement retraites n'est pas terminé. Quelle qu'en soit l'issue, il laissera des traces et des formes d'organisations, d'actions qui serviront pour les luttes à venir. Des liens, des réseaux se sont tissés; des organisations, des personnes, d'horizons souvent bien différents ont débattu, décidé et agi ensemble. Un cadre unitaire comme celui d'Oldartu a montré son utilité.

Les AG d'octobre 2010 à Bayonne ont le mérite d'ouvrir la voie d'Assemblées Générales Interpro, souveraines, rassemblant les secteurs en lutte, où les décisions sont prises collectivement et démocratiquement, et qui doivent être soutenues par les syndicats (les seuls à



ves, mais complémentaires à la grève (elles ne peuvent la supplanter), pour aider à son développement.

Internet sert d'outil, et quel outil! Un blog a été créé <http://greveen-paysbasque.net>, ainsi qu'une page Facebook et un compte Tweeter, qui actualise chaque jour les informations et annonce

l'avoir fait localement ont été la CNT, LAB et Solidaires).

Le combat continue: contre cette réforme inique et contre toutes les attaques (salaires, conditions de travail, licenciements, chômage, précarité, casse du service public...) que nous subissons de la part du capitalisme. La lutte retraites doit nous servir de tremplin pour rebondir encore plus fort.

**Caisse de grève, une adresse :**  
<http://www.bizimugi.eu/grevesolidaire/>





# Santé - Hôpitaux

**L**a logique budgétaire en matière de santé avance avec une brutalité terrible.

Plus de 44 hôpitaux sont mobilisés sous forme de grèves, d'occupations de locaux, de pétitions....mais la presse nationale reste silencieuse.

Sur Paris on assiste à une flambée de grèves reconductibles.

**Hôpital Tenon** : il est chroniquement sous doté en personnel infirmier. Le personnel est en grève depuis un mois pour protester contre cette pénurie de personnel qui sature les urgences et engorge les autres hôpitaux voisins.

**Hôpital Antoine Bécère à Clamart** : l'occupation continue. Les salariés de cet hôpital sont mobilisés contre la fusion de leur hôpital avec Bicêtre. Ils occupent les locaux administratifs.

**Hôpital Beaujon, de Clichy-La-Garenne**, dans les Hauts de Seine, en lutte également car l'existence de l'hôpital est menacée par le projet de réorganisation des hôpitaux parisiens.

**Dans les Yvelines, à Mantes-la-Jolie**, le personnel, bien relayé par les médias locaux, lutte contre la fermeture annoncée par l'Agence Régionale de Santé de l'unité de coronarographie. Le 14 octobre, un patient habitant en face de l'hôpital de Mantes et victime d'un infarctus, est envoyé à la clinique Evequemont, à 30 mn au minimum de là. Le même jour, un second patient atteint d'infarctus, qui se trouve dans les locaux de l'hôpital au Service d'Accueil des Urgences, est transféré aussi à Evequemont. Des patients transférés à grands frais alors



qu'ils auraient pu être soignés, et bien soignés, sur place. Ces transferts entraînent une perte évidente des chances de survie.

**A l'AP-HP (Assistance Publique des Hôpitaux de Paris)**, des médecins dénoncent une dérive vers l'hôpital-hôtel, avec la mise en place du tarif de 40 euros pour avoir une chambre particulière. Les médecins de la Pitié-Sapétrière, dont le professeur Grimaldi, ont décidé de saboter le dispositif en déclarant tous les malades comme étant infectieux et nécessitant d'office (donc gratuite) une chambre particulière.

Le CHU de Rouen est en grève avec des AG de plus de 250 personnes.

**A Toulouse** la grève est reconduite à l'hôpital psychiatrique Marchant. Soutenue par l'ensemble des syndicats, elle est accompagnée d'une occupation de l'hôpital et d'autres actions (blocage...) à partir du 18 octo-

bre. Les revendications sont d'ordre national (retraites) et local (pénibilité, manque de personnel).

**Au Centre hospitalier des Alpes du Sud à Dignes-Les-Bains**, une grève à durée indéterminée a été votée.

Dans le 49 (Angers), reconduction de la grève au Centre de santé Mentale pour exiger le retrait de la loi sur les retraites.

**A l'hôpital de Quimperlé**, la CGT tient un piquet de grève dans le hall, pour protester contre la retraite à 62 ans.

**A l'hôpital de Bayonne**, les infirmières anesthésistes sont mobilisées. Elles se sont mises en grève et ont fait signer une

pétition par le personnel au self le 21 octobre. Elles dénoncent des conditions de travail scandaleuses (une infirmière et une aide soignante pour les opérations en urgence des 3 blocs opératoires) au mépris de la sécurité des patients. Elles dénoncent également l'attitude irrespectueuse à leur égard de certains chirurgiens, telles que des violences verbales, une attitude despotique. « on en a plus qu'assez, on n'en peut plus » ont-elles déclaré. Ce mouvement est spontané et n'est malheureusement pas relayé par les organisations syndicales de l'hôpital.

Sans oublier la psychiatrie qui lutte, tous syndicats de psychiatres et partis de gauche confondus, contre la loi de prévention de la délinquance rédigée à 4 mains par R.Dati et N.Sarkozy. Ce projet fait l'amalgame entre folie et dangerosité.

Notre santé à tous est menacée, l'hôpital public est aujourd'hui profondément déstabilisé, attaqué, sous doté.

Toutes ces luttes doivent converger et aboutir au sauvetage de l'hôpital public, garant des soins pour toutes et tous.

Arrêtons ce massacre !★



## DROITS DES FEMMES

# AVORTER EST UN DROIT ! MOBILISONS-NOUS TOUTES ET TOUS POUR LE DEFENDRE ! MANIFESTATION LE 6 NOVEMBRE A PARIS

Ce droit gagné grâce aux luttes menées par les femmes de 1975 à 2001, est en danger aujourd'hui avec la loi Bachelot qui enterre l'hôpital public, et qui enterre également avec lui l'avortement.

Cette restructuration qui n'a qu'un but, comme l'ensemble des réformes engagées par le gouvernement Sarkozy, la rentabilité économique et la casse du service public, imposera : le regroupement des établissements de santé, avec fermeture d'hôpitaux de proximité, de maternités et de centres d'interruption volontaire de grossesse (IVG), la tarification à l'activité incitant à limiter ou arrêter les actes jugés non rentables



la loi de 2001, la non-fermeture des centres IVG, l'arrêt du démantèlement de l'hôpital public et pour dire oui à la liberté d'avorter !

**25 novembre 2010 : journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes.**

A l'occasion de cette journée qui rappelle que les femmes sont victimes quotidiennement de violences, les associations féministes du Pays Basque organisent un rassemblement sonore sur le Pont Marengo à Bayonne à 18h30. Ensuite, au cinéma le Royal de Biarritz sera projeté un court métrage sur le viol conjugal suivi d'un débat animé par le collectif contre les violences sexistes.

Tous les droits acquis sont en danger ! Venez nombreuses et nombreux lutter pour leur défense !

comme la pratique de l'IVG, perte de personnel soignant, etc.

Cette politique est un recul inacceptable pour les femmes dans leur droit à disposer de leur corps. Mobilisons-nous toutes et tous pour réclamer l'application de

**ON VOUS L'A DEJA DIT :**

**ON VEUT CHOISIR**



## LA CRISE CONTINUE, LES CADEAUX AUX ENTREPRISES AUSSI

**F**rançois Baroin, le ministre du Budget est à la recherche de "niches fiscales" à raboter pour faire entrer de l'argent frais dans les caisses de l'Etat.

Cependant sa tâche ne doit pas être épuisante car il ne faut pas aller bien loin pour trouver de telles "niches" à la pelle. Le Conseil des Prélèvements Obligatoires, un organisme qui dépend de la Cour des Comptes, vient de rendre public un rapport qui établit que les entreprises françaises bénéficient d'exonérations fiscales et sociales à la fois trop nombreuses, peu efficaces et terriblement coûteuses : pas moins de 172 milliards d'euros, soit un manque à gagner égal à la moitié du budget du pays. De plus depuis



2002, une douzaine de cadeaux supplémentaires s'ajoutent chaque année à ceux déjà existants. Résultat : on dénombre

aujourd'hui 384 mesures d'allègement de charges et d'exemptions de cotisations ou de prélèvements sociaux, de réductions et de crédits d'impôts.

Et deux des plus coûteux de ces impôts pour les contribuables sont aussi deux des "mesures phares" de Sarkozy, à savoir l'allègement des charges sur les heures supplémentaires (coût pour le contribuable : 2,9 milliards d'euros) et la réduction à 5,5% de la TVA sur la restauration (coût : 3 milliards d'euros). Bref Baroin n'est pas prêt de venir à bout des niches fiscales avec son petit rabot.







### MEDIATHEQUE DE TARNOS (lestempsmodernes@ville-tarnos.fr)

Le 24 septembre 2010 a été inaugurée la médiathèque de Tarnos. Ce projet date du mandat de Pierrette Fontenas (maire PC de Tarnos de 1991 à 2004).

Il manquait à Tarnos et ses 11 154 habitants une médiathèque digne de ce nom.

Elle a été construite sur un terrain donné à la Mairie il y a 30 ans par une Tarnosienne.

« Les Temps Modernes » comme elle se nomme

(clin d'œil au film de C. Chaplin) propose sur une surface de 1 170 m<sup>2</sup> : 30 000 ouvrages, 4500 documents sonores et 1600 supports vidéos. Le bâtiment en verre et bois est organisé en différents pôles thématiques, sans cloisons. 8 ordinateurs avec accès à internet sont à disposition des inscrits.

L'inscription est gratuite pour tous, Tarnosiens ou non, c'était le souhait du

conseil municipal afin que la culture soit accessible à

toutes et tous. Chaque abonné peut emprunter jusqu'à 10 documents pour une durée de 3 semaines.

En deux jours 4945 ouvrages ont été prêtés, c'est l'équivalent de plusieurs mois à l'ancienne

médiathèque.

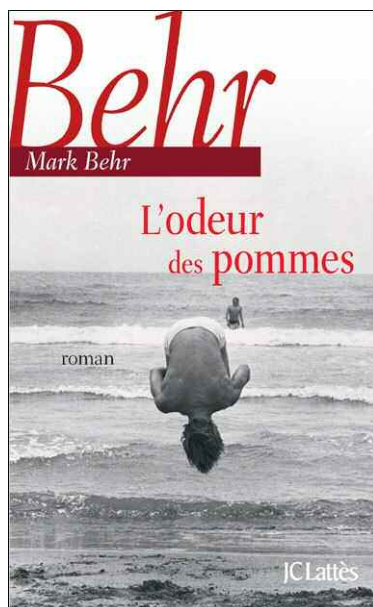
Avec les animations prévues au fil des mois : spectacles de marionnettes, de musique, de danse, et rencontres avec un écrivain, la fréquentation va encore progresser.



### Deux livres sur l'Afrique du Sud :

« **L'odeur des pommes** » de Mark Behr (J.C. Lattès) & « **Zulu** » de Caryl Férey (Folio)

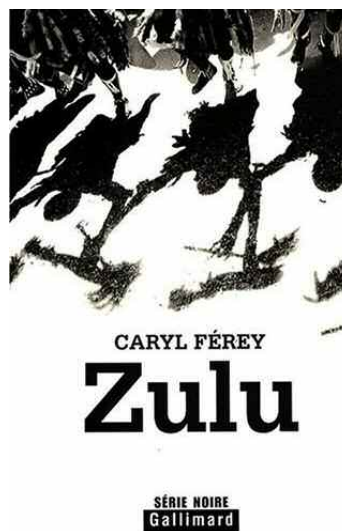
*Deux ouvrages bien différents mais dont l'action se déroule au même endroit à 30 ans de distance.*



"L'odeur des pommes" décrit le monde Afrikaaner (c'est à dire des blancs descendants de colons hollandais) au travers du regard d'un garçon de 10 ans, Marnus

Erasmus, dans la région du Cap. Son père est général dans l'armée sud africaine. Marnus voit très peu de Noirs car la Province leur est interdite. Les seuls gens de couleur qu'il côtoie sont des métis qui assurent les travaux domestiques des familles afrikaaners. Son enfance, heureuse, se déroule entre le collège privé qu'il fréquente, la plage, la résidence secondaire où l'on se rend l'été etc. La famille Erasmus est chrétienne et pratiquante, ne tolère aucune réflexion raciste à l'égard des Noirs et des Métis. Ce qui n'empêche nullement le père d'être convaincu qu'il existe une solide hiérarchie des races au sommet de laquelle se trouvent les Afrikaaners avec en dessous les autres blancs, puis les Métis, les Indiens puis les Noirs. Mais le monde de Marnus commence à s'effriter. Au Mozambique, en Angola, en Rhodésie des mouve-

ments noirs s'opposent les armes à la main au colonialisme portugais ou aux colons anglophones. L'armée sud africaine essaie bien d'intervenir mais les succès qu'elle obtient sont des plus limités. Et finalement Marnus sera emporté dans le tourbillon.



"Zulu" est un roman policier. Dans une Afrique du Sud où

l'apartheid a été officiellement aboli, on suit pas à pas les investigations que mène Ali Neuman, chef de la police criminelle de la ville du Cap, et africain d'origine zulu. Il doit enquêter sur le meurtre de deux femmes blanches. Crimes rituels ? Liés à la drogue ? Autre trafic ? L'enquête est le prétexte pour Neuman de nous faire découvrir les bidonvilles qui se développent à deux pas des plages idylliques fréquentées par une jeunesse privilégiée, de nous montrer les nouveaux arrivants venus de pays voisins dans l'espoir d'une vie meilleure. A côté une minorité de blancs continue de mener la vie luxueuse qui a toujours été la leur et les anciens réseaux afrikaaners sont toujours actifs. Bref une Afrique du Sud très loin du pays arc-en-ciel et fraternel voulu par Mandela.

